

La Lettre de la CADE

Coordination pour l'Afrique de Demain

Bulletin mensuel d'information sur les activités de la CADE - mars 1997 - n° 9

Une fois n'est pas coutume. Mais peut-on se dispenser de porter un regard critique sur la France en train de se protéger contre les étrangers, venus en particulier des pays d'Afrique ? A la CADE, nous essayons de les regarder autrement qu'à travers le prisme de la peur et du mépris.

Les arguments échangés lors du récent débat sur le projet de loi sur l'immigration ne peuvent nous laisser indifférents. Si l'on comprend la nécessité d'un contrôle de l'immigration, il est difficile d'admettre que la « lutte contre les immigrés clandestins » utilise des mesures qui vont bien au-delà de cet objectif et qui finissent par transformer les étrangers en suspects.

Ces mesures ont provoqué un sursaut – démarches individuelles, manifestations et pétitions – qui a conduit le gouvernement à modifier les dispositions les plus choquantes dudit projet de loi. Il n'en reste pas moins que le durcissement de toutes les dispositions relatives à l'entrée et au séjour des étrangers en France intervenues ces dernières années traduit une dérive inquiétante contre laquelle il nous faut réagir.

Ce n'est pas en suspectant les ressortissants des pays du Sud avec lesquels la France est liée par l'histoire, la culture, le cœur et la langue que la vie sera rendue plus facile dans les HLM et les banlieues et que le chômage sera résorbé. Ce n'est pas ainsi que sera facilitée l'intégration des étrangers qui ont choisi notre pays.

La coopération et la solidarité sont une tradition française et une ambition de la France et de la Francophonie, toujours réaffirmées. Elles ne paraissent pas compatibles avec des mesures législatives et réglementaires, avec des pratiques administratives qui rendent de plus en plus difficiles la circulation des hommes et des femmes entre ce pays et ceux du Sud.

Tel est « l'autre regard » que l'on peut porter sur cette question qui est au cœur des relations de la France avec l'Afrique.

Michel Levallois

La CADE est un réseau d'hommes et de femmes qui veulent porter un autre regard sur l'Afrique.

Comité de pilotage :

- Claude BAEHREL, secrétaire général du CCFD
- Sophie BESSIS, historienne et journaliste
- Claire BRISSET, directrice de l'Information du Comité français UNICEF
- Sylvie BRUNEL, directeur scientifique à l'AICF
- Jacques CHAUMONT, sénateur de la Sarthe
- Georges COURADE, directeur de recherche à l'ORSTOM
- Mamadou DEMBELE, associé-gérant à SOFIDIS
- Eric DEROO, réalisateur de Télévision
- Patrice DUFOUR, responsable des relations extérieures à la Banque Mondiale
- Xavier de FRANSSU, membre de EGE et Eau Vive
- François GAULME, ancien rédacteur en chef de Marchés Tropicaux
- Gilbert Lam KABORE, journaliste à ENDA Tiers Monde
- Michel LEVALLOIS, préfet honoraire, Délégué d'ENDA Tiers Monde
- Madeleine MUKAMABANO, journaliste à RFI
- Gérard WINTER, ancien directeur général de l'ORSTOM.

L'un des principaux objectifs de la CADE, un réseau ouvert à toute initiative novatrice, est d'alerter les médias, les décideurs et l'opinion publique sur la diversité de l'Afrique, un continent où l'effervescente vitalité des populations est souvent masquée par les idées reçues.

Secrétariat:

tous les après-midi de 14 h à 18 h
5, rue des Immeubles industriels,
75011 Paris.
Tél.: 01 44 93 87 46
Fax: 01 44 93 87 50

Les paysanneries africaines sont en pleine mutation. Il y a sept ou huit ans, un analyste parlait de « révolution silencieuse ».

Aujourd'hui, Jean-Claude Devèze, ingénieur agronome et chargé de mission à la Caisse française de développement (CFD), parle du « réveil des campagnes africaines ».

Depuis une quinzaine d'années, l'économie des pays africains au sud du Sahara est en transition, en crise dit-on, et sous ajustements structurels. On est passé d'une période où l'Etat était fort et le marché faible à une autre où l'Etat s'est affaibli tandis que le marché s'est renforcé. L'Etat intervient de moins en moins en milieu rural, les frontières s'ouvrent, le marché se mondialise, les échanges se libéralisent et accentuent la compétition.

Prolongeant un mouvement amorcé antérieurement, les paysans se regroupent, leurs associations se fédèrent en structures plus vastes qui, dans certains pays, ont une dimension nationale. C'est ce mouvement d'ensemble, avec son effervescence, ses réussites mais aussi ses tâtonnements et ses ambiguïtés, qui est cœur de la neuvième rencontre-débat de la CADE.

Gérard Winter

*Ancien directeur général de l'Orstom,
président de l'Inter-Réseaux*

Jean-Claude Devèze : « Les défis de la modernisation »

Dans Le réveil des campagnes africaines, Jean-Claude Devèze dit avoir surtout souhaité montrer que le monde rural africain était en pleine mutation, partant du principe que, dans l'histoire, il y a déjà eu des périodes où ces agriculteurs se sont « éveillés » en trouvant leur équilibre.*

Les liens avec les marchés sont certes fondamentaux pour l'évolution de toute agriculture. La maîtrise de la commercialisation est un des facteurs centraux de changement, mais ce n'est pas le seul. En effet, les paysans doivent d'abord maîtriser un certain nombre de facteurs de changements, que l'on retrouve au Nord comme au Sud. Je les ai étudiés à Itosy (Madagascar) en 1968 et en Basse-Normandie (France) en 1970. Plusieurs facteurs déterminants ont été trouvés :

◆ L'emprunt.

A Madagascar, en 1968, 78 % des riziculteurs de l'Itosy disaient que la mise en œuvre des conseils techniques était hors de leurs possibilités de financement. De même, en Basse-Normandie, en 1970, 50 % des paysans préféraient éviter les risques liés à l'emprunt. Accéder à

l'emprunt pour investir, c'est croire en sa capacité de remboursement, mais c'est aussi accepter de s'endetter – ce que ne fait pas un vrai traditionnel qui ne souhaite pas dépendre de l'extérieur.

◆ Le désir de changer de techniques.

A Madagascar, 61 % des riziculteurs disaient que les méthodes nouvelles les obligeraient à changer radicalement leurs habitudes et 62 % qu'elles leur feraient « manger » de l'argent.

En Basse-Normandie, 50 % des paysans disaient que les méthodes nouvelles ne résoudraient pas leurs problèmes. Changer de techniques, c'est percevoir son intérêt, mais c'est aussi être capable de maîtriser lesdites techniques.

◆ La capacité à maîtriser la gestion d'un système d'exploitation plus complexe.

En Basse-Normandie, en 1970, il n'y avait que 10 % de paysans qui en étaient à ce stade.

◆ La maîtrise de la commercialisation et donc de l'orientation de l'exploitation, du choix des spéculations, du degré d'intensification. En Basse-Normandie, seuls 5 % d'entre eux étaient confiants dans leurs capacités à produire et à vendre en fonction du marché.

L'Inter-Réseaux

L'Inter-Réseaux rassemble plus de 5 000 personnes appartenant à des milieux professionnels très variés en provenance du Sud et du Nord, organisations paysannes, bureaux d'études, organisations de solidarité internationale, chercheurs, formateurs, universitaires, cadres d'administration et d'agence d'aide, représentants de la société civile et de la coopération décentralisée.

Ses membres sont présents dans 60 pays ; 10 pays d'Afrique francophone comptent plus d'une centaine de membres : Burkina Faso, Mali, Sénégal, Cameroun, Côte d'Ivoire, Togo, Bénin, Niger, Guinée et Tchad.

Les objectifs de l'Inter-Réseaux :

-- enrichir et renouveler la réflexion sur la coopération Nord-Sud ;

-- faire connaître les initiatives des organisations paysannes et, plus largement, des populations rurales.

Le trimestriel *Grain de sel* constitue l'organe de liaison des membres du réseau.

(32, rue Le Peletier, 75009 Paris ; tel. : 01 42 46 57 13 ; fax : 01 42 46 54 24 ;

E-mail : Intereso@imagnet.fr)

Ces observations montrent que la maîtrise par les paysans des facteurs de changement nécessite un environnement socio-économique sécurisé :

◆ pour emprunter, il faut des systèmes de financement adaptés (sinon c'est l'usure, le recours à la famille) ;

◆ pour maîtriser les techniques, il faut une filière de progrès techniques performante (recherche, vulgarisation et information) ;

◆ pour mettre en œuvre les nouvelles techniques, il faut maîtriser les filières d'approvisionnement ;

◆ pour maîtriser les systèmes d'exploitation, il faut un apprentissage de la gestion ; des centres d'appui technique et de gestion sont nécessaires ;

◆ enfin, pour vendre, il faut maîtriser les circuits de commercialisation (rapports contractuels, organisations de producteurs).

Or, en Afrique, il reste beaucoup à faire dans tous ces domaines, même si la multiplication de sociétés financières de développement (SFD) et de systèmes d'épargne et de crédit permet de résoudre en partie le problème du financement.

Il importe aussi de souligner la question foncière, devenue aujourd'hui aiguë et qui apparaissait déjà, lors des enquêtes menées à Itosy et en Basse-Normandie. En Afrique la question est plus complexe qu'en Europe car, avec l'augmentation de la population, on est confronté à des tensions foncières. Signalons enfin l'importance des infrastructures (routes, écoles, etc.).

Marché intérieur

Qu'en est-il à présent de la confrontation au marché ? Les agricultures paysannes africaines répondent actuellement aux demandes d'approvisionnement du marché local et, en grande partie, des villes. Il n'y a pas eu un accroissement important des importations de denrées alimentaires – en dehors d'aléas climatiques et de conflits. Ma thèse est donc que ces agricultures sont capables de répondre à la demande. Cependant, il faut souligner qu'elles évoluent plus rapidement près des villes (agriculture périurbaine) ou dans des zones favorables (pourvues de voies de communication) ou grâce à des actions de développement réussies. Mais comment ces agricultures

Bruno Losch :

« A nouvelles règles, nouvelles stratégies »

Les paysans découvrent-ils le marché ? Pas vraiment, dit Bruno Losch, du CIRAD. Même si selon ce chercheur français, coordinateur (avec Jean-Claude Devèze) d'une étude sur *Les agricultures des zones tropicales humides*, la libéralisation des échanges et les nouvelles règles nées avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) constituent une véritable rupture pour le monde rural africain. Finis donc les caravanes sahariennes, la « préférence impériale » et les comptoirs coloniaux. L'ère est à la dérégulation, à la compétition. De nombreuses sociétés publiques, principales clientes des producteurs, ont été privatisées ou sont en voie de l'être ; la garantie et la fixation des prix deviennent de plus en plus aléatoires au grand dam des paysans. Il est donc urgent de trouver un compromis entre les grandes firmes, la paysannerie et l'Etat. Réussiront-ils à se mettre d'accord sur des objectifs communs ? De la réponse à cette question dépend en partie l'avenir du monde rural africain.

vont-elle évoluer par rapport au marché intérieur ? Pour l'Afrique de l'Ouest, des études prospectives indiquent qu'en 2020, 15 % des agriculteurs assureront l'approvisionnement des villes, tandis que 85 % auront une productivité faible. Si ce n'est pour l'hévéa et le coton, la part des agricultures africaines dans le marché mondial a diminué depuis l'indépendance. Combien et quelles catégories d'agriculteurs africains vivront de l'exportation ? La réponse à cette question est liée au contexte international, et à ses conséquences : libéralisation interne et externe, politiques d'ajustement et désengagement de l'Etat.

L'organisation professionnelle de l'agriculture est tout aussi déterminante dans le cadre de cette évolution. Prenons l'exemple du rôle des organisations paysannes africaines (OPA) dans les zones de production de coton. La question posée est celle de la participation des agriculteurs à la gestion de la filière :

◆ Vont-ils signer des contrats-plans avec l'Etat et la société cotonnière comme au Mali ?

◆ Vont-ils chercher à participer au capital de la société cotonnière comme cela est prévu au Cameroun ?

◆ Vont-ils acheter des usines d'égrenage si la société cotonnière est démembrée ?

◆ Vont-ils contribuer à organiser l'approvisionnement, poursuivre la mise au point des progrès techniques ?

C'est dire si les OPA des pays au sud du Sahara sont face à des choix importants au moment où elles se multiplient ; ainsi, je ne crois pas

qu'il reviennent aux OPA d'avoir des actions de crédit. Par contre, les SFD peuvent être très utiles et très performantes dans ce domaine.

Il faudrait améliorer leur fonctionnement et leur gestion en prenant en compte leur environnement politique et économique. Si on participe à la gestion d'une société cotonnière, il faut s'organiser en conséquence pour chercher à augmenter sa part dans le partage de la valeur ajoutée tout en préservant l'avenir. Si les OPA remplissent mal leurs fonctions, si elles n'apportent pas d'avantages à leurs membres, elles disparaîtront.

◆ Comment les OPA choisiront-elles leurs responsables ? Seront-elles capables de générer de nouvelles élites ? Comment seront-elles formées ? Seront-elles politisées ?

◆ Comment les OPA conquerront-elles et préserveront-elles leur autonomie ? Quels seront leurs rapports avec l'Etat, les bailleurs de fonds, les structures commerciales et les opérateurs ?

L'important, c'est qu'en Afrique comme ailleurs, on facilite l'expression des potentialités physiques et humaines en trouvant de nouveaux équilibres grâce à la délibération. Les paysans africains sont capables de contribuer à ces processus de développement car leurs OPA participent de plus en plus à la délibération pour trouver des compromis positifs et elles sont à la recherche d'un projet de société porteur de sens.

(* Editions Karthala, 22-24 bd Arago, 75013 Paris ; 1996 ; 221 p.)

Marché et développement

« Révolution silencieuse », « réveil », « adaptation ». Les épithètes sont nombreux qui qualifient la progressive mutation des paysanneries africaines.

Ce 26 février, à l'IIAP, à l'issue des principales interventions sur le thème « Les paysans africains à la découverte du marché », le premier volet des débats a porté sur l'organisation. Bara Goudiaby n'a-t-il pas rejeté la « spécialisation à tout prix » lui préférant le développement rural, une « vision globale des choses », comme il le dit joliment ? « Alors, interroge le préfet honoraire Jean Clauzel, les taches seront-elles réparties entre les mouvements paysans et le pouvoir décentralisé dans les communes ? » A la lumière de l'expérience sénégalaise, Bara Goudiaby estime que la décentralisation est novatrice dans la mesure où, auparavant, dans nombre de

zones rurales, en l'absence de structures et de services publics, les paysans devaient trouver seuls des solutions à tous les problèmes posés (santé, environnement, alphabétisation, etc.). Même si avec la responsabilisation des communes, ainsi que le dit Jean-Claude Devèze, « des programmes de développement locaux existent qui font appel à des ressources internes et externes », il reste beaucoup à faire pour rendre la décentralisation opérationnelle.

Système de crédit mutuel

A ce sujet, Moréféré Cissé fait observer que la décentralisation est parfois imposée de l'extérieur avec un accent particulier sur le seul aspect administratif. Selon lui, « la capacité financière des structures décentralisées pose problème ». Cet aspect est capital au Burkina où la décentralisation avance à grands pas. « Mais, dans les campagnes de ce pays, dit Raymond

Hati Sawadogo, on avait supprimé l'impôt. Aujourd'hui il faut faire preuve d'une bonne pédagogie pour convaincre les paysans de la nécessité de contribuer au financement des différents services qui sont désormais les leurs. »

Pour les paysans, l'accès à un marché devenu de plus en plus concurrentiel suppose aussi l'accroissement de leur capacité d'investissement. Michel Levallois a relancé les débats en s'interrogeant sur l'existence de banques africaines à même de jouer un rôle similaire à celui joué, par exemple en France, par le Crédit agricole qui a contribué au développement de l'agriculture dans ce pays. Pour Bara Goudiaby, les taux d'intérêts pratiqués par la Caisse nationale de crédit agricole au Sénégal (CNCA), de l'ordre de 17 %, étant hors de portée des paysans aux revenus modestes, ces derniers préfèrent se tourner vers les systèmes de crédit mutuel qui, fort heureusement, pratiquent des taux moins élevés – reste que la masse

Hati Raymond Sawadogo : « Combattre l'aliénation »

Les organisations paysannes, reconnaît d'entrée Hati Raymond Sawadogo, ingénieur zootechnicien burkinabé, spécialiste en organisation du monde rural, ont permis la réalisation de nombreuses actions qui contribuent ou peuvent contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations des campagnes du Burkina Faso. Certaines organisations telles l'Union des groupements villageois de l'Oudalan (UGVO), le Comité régional des unités de production du Sahel (CRUS) ou encore l'Union des groupements villageois d'Aribinda (UGVA) ont acquis une expérience dans l'organisation de l'approvisionnement en intrants, dans la commercialisation des produits agricoles et dans l'exportation du bétail. De même, l'Union des coopératives agricoles et maraîchères du Burkina (UCOBAM), la Société coopérative du lac Bam (SCOBAM), la Société coopérative agricole de Bérégadougou (SOCABE) ont une expérience solide en matière d'appui à la production et à la commercialisation des produits agricoles et maraîchers ; grâce à cette relative maîtrise de la filière, ces organisations exportent haricot vert, mangues, bananes, oranges et autres produits, notamment vers l'Europe.

Des organismes tels l'Union des coopératives d'épargne et de crédit du Burkina (UCEB) et l'Union régionale des caisses d'épargne et de crédit de la Bougouriba (URCB) renforcent les possibilités de financement de programmes agro-pastoraux.

Mais pour l'ingénieur burkinabé qui a déjà travaillé comme expert national pour les questions d'organisation dans un grand projet dans le nord du Burkina, ces embellies masquent des zones d'ombre. De nombreux groupements villageois ainsi que des comités d'actions spécifiques fonctionnent mal ou meurent après l'arrêt des projets ou le départ des organisations de solidarité internationale (OSI) qui ont soutenu ou initié l'activité au départ. Pour Hati R. Sawadogo, ces organisations procèdent de modèles technico-culturels propres aux acteurs externes et non aux sociétés locales. Dans ces conditions, l'adhésion des leaders locaux peut être motivée par une logique de captation de l'aide.

Nombre d'organisations rurales n'ont pas une grande capacité de lobbying et font toujours l'objet d'une tutelle administrative et technique assez forte, tandis que la dimension culturelle est faiblement prise en compte dans la plupart des approches de développement.

Résultat : à l'heure des bilans, on assiste à une espèce de bataille rangée ; les développeurs d'aujourd'hui se dressent contre ceux d'hier et les ONG et bureaux d'études coalisés contre les services techniques de l'Etat et les responsables des grands projets...

Ce tableau, insiste l'ingénieur burkinabé, mérite d'être nuancé : des hommes et des femmes prennent de plus en plus conscience des aberrations du passé, réfléchissent et aident à l'émergence de dynamiques endogènes qui sont à même de restructurer convenablement les campagnes et d'impulser un développement profond, durable et voulu (...)

Bara Goudiaby : « Pour un mouvement paysan fort »

Pour le Sénégalais Bara Goudiaby, ancien enseignant à l'Ecole nationale d'économie et d'administration (ENEA), qui est retourné à la terre, les agriculteurs africains sont capables de répondre à la demande dans plusieurs secteurs. Mais ajoute-t-il, « le monde rural pâtit de la manière dont le désengagement de l'Etat a été exécuté face aux injonctions des milieux financiers internationaux, sans qu'on ait au préalable préparé le monde rural à cette nouvelle donne ». Animateur des activités du réseau mondial Agriculture paysanne et modernisation (APM), née à l'initiative de la Fondation pour le progrès de l'Homme (FPH), et coordinateur de deux organisations paysannes en Casamance (CADEF et CORD), Bara Goudiaby commente les dysfonctionnements dans les filières agricoles, chiffres et exemples à l'appui. Il y a un mois, des riziculteurs de la région fleuve Sénégal ne savaient pas comment écouler la dizaine de milliers de tonnes de riz qu'ils détenaient. A l'issue de deux campagnes agricoles, d'autres producteurs attendaient encore qu'une banque de la place leur verse plusieurs centaines de millions de francs CFA prévus dans le cadre de l'opération. Bara Goudiaby relève également les difficultés rencontrées par les filières non organisées – des producteurs de fruits et légumes casamançais se sont par exemple récemment retrouvés avec des tonnes de produits périssables sur les bras. « Autant d'exemples qui, martèle-t-il, prouvent bien la nécessité d'une concertation de tous les acteurs des filières agricoles. » Et de conclure, « nous avons besoin d'un mouvement paysan fort et d'un Etat nouveau comme interlocuteur. »

des sommes en jeu n'est pas la même. Au Burkina Faso où l'enveloppe financière réservée au crédit agricole est faible, si l'on en croit Raymond Hati Sawadogo, de nombreux détenteurs de capitaux se lancent dans des activités agricoles (cultures vivrières et de rente, élevage) en fonction des opportunités ; le volume de leurs investissements étant en partie conditionné par le niveau de la demande.

De nombreux autres points soulevés ce 26 février à l'IIAP méritent d'être approfondis. Les questions liées au transport et au stockage des produits agricoles, comme l'a souligné un membre d'Afrique partenaire services, ne sont pas des moindres. Car accéder au marché, national ou international suppose une forte capacité de réaction face à la demande, ce qui requiert l'existence d'une logistique adaptée. La satisfaction de cette demande, la présence sur les grands marchés, comme l'a reconnu Bruno Losch, supposent aussi de réfléchir – à l'heure de la mondialisation et de la libéralisation – sur des mécanismes de coopération, tels les accords ACP-UE grâce auxquels circule une substantielle quantité de marchandises entre l'Afrique et l'Europe.

Au-delà de la satisfaction de la demande, de la conquête des marchés, Bara Goudiaby estime qu'« il faut travailler à l'avènement d'un mouvement paysan fort à

même de discuter en tant que partenaire à part entière avec les autres composantes de la société, à commencer par les pouvoirs publics ». Prendre conscience de l'évolution du marché et s'adapter en conséquence est une nécessité, semblent dire les intervenants africains à la tribune. Mais à leurs yeux, le marché n'est pas une fin en soi.

A l'issue des interventions et des débats, Gérard Winter, président de l'Inter-Réseaux, peut ainsi esquisser une conclusion :

- ◆ si le marché n'est pas réellement une nouveauté, il ne fait aucun doute que le contexte est nouveau et qu'il exige une formidable capacité d'adaptation des paysanneries africaines ;
- ◆ il existe de puissants mouvements paysans, des structures à ne pas confondre avec certaines organisations dites « usagères » (pour reprendre l'expression de Hati Raymond Sawadogo) qui servent de simples relais à de grosses ONG du Nord ainsi qu'à des grandes agences de coopération ;
- ◆ il ressort également la revendication d'un Etat fort avec qui l'on pourra faire des compromis ;
- ◆ les mouvements paysans ne cherchent pas toujours la spécialisation qu'on tente de leur imposer, ils ont un objectif plus large qui est le développement du monde rural dans toutes ses composantes et dans tous ses aspects.

En définitive, pour jouer pleinement leur rôle, les mouvements paysans doivent venir à la rencontre de la décentralisation. Car, ici plus qu'ailleurs, il importe de trouver des compromis avec les collectivités locales.

Gilbert Lam Kaboré

Moréféré Cissé : « Innovations techniques et gestion des conflits vont de pair »

Zootechnicien en exercice dans la région de Khorogho en Côte d'Ivoire, à la lisière du Burkina Faso, pays d'élevage en Afrique de l'Ouest, tout comme le Mali et le Niger, l'Ivoirien Moréféré Cissé s'est surtout spécialisé dans la gestion du terroir. Titre plus facile à décliner qu'à assumer car, vu le défilé incessant des quadripèdes dans la région de Khorogho – outre le Nigéria et le Togo, la Côte d'Ivoire constitue un important marché pour les éleveurs maliens, nigériens et burkinabè –, la gestion des points d'eau relève plus d'une véritable diplomatie que d'une affaire technique. En effet, les innovations techniques et la construction d'infrastructures suscitent des rivalités.

Pour la construction d'un modeste point d'eau ou d'un barrage, le choix du site, des gestionnaires de la ressource et des modalités d'accès constituent donc un enjeu majeur. Les marécages constituant des zones d'abreuvement pour les troupeaux en transhumance et des zones agricoles fertiles pour les sédentaires, il n'est pas facile de fixer le calendrier d'occupation de ces espaces.

Autant de conflits, déclarés ou potentiels, qui, selon Moréféré Cissé, sont inhérents à toute action novatrice et nécessitent l'intervention de médiateurs avisés. Le même souligne que le succès de certaines actions de développement est lié à l'engagement de nombreux acteurs – associations de résidents, associations de cadres non résidents mais originaires des régions concernées.

Afrique francophone : l'avenir des PME/PMI

Vous êtes nombreux à avoir souligné l'importance du sujet et la qualité des interventions et des débats du 29 janvier sur les PME-PMI en Afrique de l'Ouest francophone. Et pourtant, nous y revenons aujourd'hui parce que certains d'entre vous nous ont fait part d'un certain sentiment de frustration.

Gérard Winter, président de l'Inter-Réseaux, a fait observer qu'il lui semblait que nous n'avions pas réussi à parler des PME-PMI africaines, ni à les faire parler, et que nous avions fait la part trop belle aux entreprises françaises en Afrique. L'une des conclusions de nos travaux est que précisément les PME africaines sont mal identifiées ; elles cherchent leur voie. Il faudra encore beaucoup d'efforts et d'attention pour les situer dans l'espace socio-économique.

Deuxième frustration : il n'est pas possible d'en rester là. Les représentants de la Caisse française de développement (CFD), par exemple, sont prêts à poursuivre la discussion avec la CADE, ainsi que la plupart de ceux que le sujet intéresse, convaincus qu'ils ont été par notre diagnostic

dérangeant sur la faible visibilité des PME africaines.

Enfin, revenons sur certains points soulevés lors du débat qui peuvent servir de base à des actions utiles :

◆ Les PME-PMI sont mal connues par suite du flou des définitions, de l'insuffisance des informations et des statistiques.

◆ L'environnement (services bancaires, fiscalité, infrastructures de communication) leur est rarement favorable.

◆ Les organismes et les programmes d'aide et d'appui aux PME-PMI sont multiples et divers, ce qui ne contribue ni à la transparence ni à l'efficacité.

◆ Des changements sensibles sont apparus depuis 1980 qui ont vu les responsables publics et privés commencer à prendre conscience des exigences propres de l'entreprise privée, en même temps qu'apparaissait une nouvelle génération d'entrepreneurs.

◆ La formation, la réorientation des infrastructures vers la constitution de marchés régionaux paraissent indispensables au développement des PME-PMI.

Michel Levallois

Baromètre de la solidarité internationale

Depuis 1989, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD)* commande chaque année à l'institut Lavaliale un sondage pour étudier les réactions des Français en matière de solidarité avec le tiers monde. Réalisé début octobre 1996, le huitième Baromètre de la solidarité internationale des Français porte sur un échantillon de 1000 personnes âgées de 15 ans et plus, représentatives de la société française.

« Parmi les grandes questions du monde actuel, quelles sont les trois que vous considérez comme les plus urgentes à traiter ? » Les sondés citent d'abord le chômage (75 %), puis la faim (53,5 %) et la paix (49,5 %) dans le monde.

Avis partagés

Parmi les causes à soutenir en priorité, le « développement du tiers monde » arrive en sixième position (16,5 %) loin derrière « la lutte contre la pauvreté en France » qui caracole en tête (63 %). La question de l'aide montre que les Français sont influencés par les débats sur le sujet. Alors que, comparé à l'année 1995, le nombre des partisans de l'augmentation de l'aide au tiers monde recule (-10 points), celui des partisans de la non-augmentation progresse (+9,5). Ce résultat serait lié à plusieurs facteurs, notamment la remise en cause de l'aide publique et de la coopération française et un repli sur une solidarité hexagonale. Cependant, nombre des personnes sondées souhaitent que l'aide soit augmentée à condition qu'elle soit mieux utilisée (38,5 %) ou souhaitent que l'enveloppe actuelle soit simplement mieux utilisée (41 %).

Ce Baromètre aborde d'autres questions – modèle de développement, action des ONG, mobilisation personnelle, immigration – qui, espérons-le, alimenteront les débats lors des Assises de la coopération et de la solidarité internationale prévues courant octobre 97.

(*CCFD, 4, rue Jean Lantier, 75001 Paris.
Tel. : 01 44 82 80 00)

Rétrospective

Les rencontres-débats de la CADE

Depuis son lancement en février 1996, la Coordination pour l'Afrique de demain a organisé neuf rencontres-débats qui ont vu chacune, la participation d'une soixantaine de personnes en moyenne. Plus de 500 personnes ont donc déjà pris part à ces débats dont les comptes rendus sont publiés dans le bulletin mensuel d'information du réseau. Rappel des thèmes de ces rencontres.

- ◆ Les paysans africains à la découverte du marché (26 février 1997 ; *Lettre de la CADE* n° 9)
- ◆ Les Pme/Pmi en Afrique (21 janvier 1997 ; n° 8)
- ◆ Où va l'Afrique du Sud

(23 octobre 1996 ; n° 6)

◆ Citoyenneté et décentralisation

(18 septembre ; n° 5)

◆ L'Afrique des innovations sociales (26 juin ; n° 4)

◆ L'économie populaire urbaine (29 mai ; n° 3)

◆ L'Afrique noire en France (24 avril ; n° 2)

◆ L'Afrique de l'Ouest à l'horizon 2020 – une étude de prospective régionale (27 mars ; n° 1)

◆ L'afropeessimisme, regard du Nord ou réalité du Sud ? (29 février ; n° 0).

Vous pouvez vous procurer ces numéros en écrivant au secrétariat de la CADE.

Williams Sassine : écrivain de la marginalité

Décédé le 9 février à Conakry, à l'âge de 53 ans, Williams Sassine, né en Haute-Guinée d'un père libanais chrétien maronite et d'une mère guinéenne musulmane, laisse derrière lui une importante œuvre littéraire.

Si'il fallait définir le romancier guinéen Williams Sassine d'une formule, on pourrait avancer qu'il est l'écrivain de la marginalité. Le mot semble en effet convenir et à la démarche de l'homme et à l'univers qu'il met en scène dans ses œuvres. Pour cause d'exil, l'écrivain a été longtemps tenu à l'écart du débat littéraire, mais là ne réside sans doute pas l'explication véritable à sa marginalisation, puisque Sassine a toujours manifesté une allergie prononcée à l'égard des innombrables forums, tables rondes et autres conciliabules réunissant périodiquement ses confrères, et qui paraissent avoir définitivement pris le relais de la palabre traditionnelle.

La seconde expression de la marginalité de l'auteur du *Jeune homme de sable* est à rechercher dans son œuvre. Une œuvre dont la plupart des personnages appartient au monde des exclus et des rebelles : mendiants, lépreux, chômeurs, fous ou réputés tels, bâtards, maquisards, adolescents révoltés, etc., sans oublier des figures emblématiques comme celles de Saint Monsieur Baly, personnage charismatique et héros éponyme de son premier roman, ou encore Condélo l'albinos, figure douloureuse de *Wirriyamu*, son second roman.

De cette première caractéristique, écrivain de la marginalité, découle, nous semble-t-il, une seconde observation : même s'il révèle dans son œuvre l'envers d'une société en crise, Sassine n'en manifeste pas moins peu de goût pour le débat politique ou social, à tout le moins dans son œuvre littéraire. On ne trouve donc pas dans ses romans de ces grandes fresques à la Sembene Ousmane dans lesquelles l'individu n'existe que dans la mesure où il incarne la collectivité tout entière. Cela ne veut évidemment pas dire que le romancier guinéen se désintéressait des graves problèmes que vit l'Afrique au quotidien. Simplement sa préférence allait à l'individu

– souvent solitaire – engagé dans ce qu'il faut bien appeler le combat contre les forces du Mal. Mal social et politique, certes, le romancier savait à l'occasion nous rappeler que l'Afrique vit au temps des assassins, mais, plus profondément, mal existentiel et ontologique qui renvoie la plupart de ses personnages au mal d'être nègre...

Ce malheur trouve, si l'on en croit Sassine, son origine dans le « naufrage historique » dont le continent africain aurait été victime depuis la fin du Moyen-Age, d'abord en raison de la conquête islamique, puis de la conquête occidentale, et enfin de la colonisation qui ont abouti,

Véritable quête d'une identité perdue ou, à tout le moins, occultée

d'une part, à son aliénation (politique, culturelle et économique) et, d'autre part, ceci étant la conséquence de cela, à sa disqualification. Par personnages interposés, Williams Sassine invite donc ses compatriotes à se débarrasser des oripeaux des civilisations et des religions d'emprunt – monde arabe et monde chrétien confondus – et à retrouver, intactes sous la gangue des siècles de domination, les « divinités du soleil, de la pluie, des moissons, de la foudre, des forêts... » qui présidèrent jadis aux destinées de l'homme africain.

C'est dire que chacun des romans qui composent cette œuvre revêt l'allure d'une véritable quête d'une identité perdue ou, à tout le moins, occultée. C'est dire également que dans le douloureux cheminement qui les conduit vers la vérité et la sagesse, la plupart des héros de Sassine doivent effectuer une véritable descente aux enfers, épreuve au cours de laquelle ils devront nécessairement affronter les défis réservés aux audacieux qui osent transgresser les règles du jeu et revendiquent un

ordre nouveau.

Mais si les héros de Sassine prônent un retour vers les origines, leurs tentatives pour y parvenir n'ont rien d'un système construit et cohérent si bien que le lecteur s'interroge parfois sur les intentions du romancier. Partant du constat lucide d'un réel déficit identitaire et spirituel, ses personnages paraissent en effet hésiter entre le retour au panthéon des divinités tutélaires de l'Afrique pré-coloniale et l'attente du « Christ noir » qui, dans une perspective messianique dont le Congo nous a donné maints exemples serait l'agent d'une « nouvelle alliance » entre Dieu et le peuple noir. Cette volonté de retrouver le sens caché des choses, oblitérée par des siècles de mensonge et de bâtardise, commande donc pour une large part, chez le romancier, une démarche qui, partant du chaos contemporain, fait retour vers le non-dit, l'occulté, le chuchoté, suscitant ou ressuscitant au passage des images, des symboles, des figures emblématiques, des archétypes enfouis au plus profond de l'inconscient et qui sont inscrits dans les grands mythes d'origine de l'Humanité. Et c'est ici que le Sassine lecteur des Écritures (de nombreuses occurrences manifestent sa familiarité avec la Bible) rencontre fatalement le Sassine qui n'a pas publié les contes et récits de son enfance à Kankan, berceau du Mandé, pour se laisser emporter par « les hautes marées de son imagination », pour reprendre la formule de l'un de ses personnages favoris, Saint Monsieur Baly ...

Jacques Chevrier

Professeur à la Sorbonne (auteur de *William Sassine, écrivain de la marginalité* ; Toronto, Édition du GREF, 1995 - Diffusion France : Maisonneuve et Larose).

Repères bibliographiques

Saint Monsieur Baly, Paris, Présence africaine, 1973/ Wirriyamu ; ibid., 1976/Le Jeune homme de sable ; ibid., 1979/L'alphabète ; ibid., 1982/Le Zéhéros n'est pas n'importe qui ; ibid., 1985/ L'Afrique en morceaux ; Limoges, Le bruit des autres, 1994/Légende d'une vérité (théâtre), ibid., 1995.

A NOTER....

Des changements sont intervenus dans le calendrier des séminaires du GEMDEV sur la Convention de Lomé :

◆ **Politique monétaire et politique d'aide** (28 mars ; 9h30-12h30)

◆ **Participation des acteurs décentralisés et non gouvernementaux** (23 avril ; 14h-17h)

◆ **Développement du secteur privé** (30 mai ; 9h30-12h30)

◆ **Réflexions prospectives et conclusions**

(27 juin ; toute la journée)

Lieu : amphithéâtre du Centre Malher, 9 rue Malher, 75004 Paris ; métro St Paul (Renseignements GEMDEV. Tel.: 01 44 78 33 15)

Contrairement à ce qui avait été annoncé, la dernière séance du cycle de débats organisés par l'OPCF portera sur : **La coopération est-elle réformable ?** (27 mars ; salle Jean Prouvé à 19h)
Renseignements Observatoire permanent de la Coopération française. C/o CFSI, 32, rue Le Peletier, 75009 Paris.
Tel. : 01 44 83 88 50

Suites africaines

Hommage à la création contemporaine africaine à travers peintures, sculptures, vidéos, photos, musique et mode, dans le cadre des Journées de la Francophonie.
Lieu : Couvent des Cordeliers, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine, 75006 Paris. De mardi à dimanche de 11h à 20h30 (4 mars-17 avril)

L'AGENDA DE LA CADE

◆ **Mardi 25 mars**

L'Afrique des femmes

avec Catherine Coquery-Vidrovitch (historienne ; université Paris 7)

◆ **Mardi 22 avril**

L'Afrique de la recherche

avec Albert Sasson, ancien conseiller spécial du directeur général de l'UNESCO.

de 18 à 20 heures à l'Institut international d'administration publique (IIAP) 2, avenue de l'Observatoire, 75006 Paris

RUE DES EDITEURS

◆ Dans son numéro 64 (décembre 1996) la revue *Politique africaine* (Karthala) consacre un important dossier sur la « **Démocratie - le pouvoir des mots** ». Le Désir d'une démocratie, lit-on en quatrième de couverture, est devenu, partout en Afrique, une exigence explicite et pressante. Ce n'est pas seulement la revendication du multipartisme et de la compétition politique, ni le simple souhait de s'affranchir des régimes autoritaires et prédateurs ; c'est la demande sans équivoque d'exercer un droit fondamental des gens, le droit de savoir, de faire et de dire.

◆ *L'Afrique - un continent, des nations* - L'Afrique, une terre sans histoire ? Tel est le regard de l'Occident sur le continent noir. Des grands empires africains à la lutte pour les indépendances, de l'art nègre aux enjeux contemporains, l'Afrique a pourtant largement contribué à écrire l'histoire de l'humanité. Méconnue, sous-estimée, fantasmée, assujettie et seulement perçue à travers ses malheurs, « l'Afrique, écrit l'auteur, Pascal Blanchard, président de l'association Connaissance de l'histoire de l'Afrique contemporaine, est en marge de notre connaissance ». Le présent ouvrage tente de faire découvrir autrement cette Afrique plurielle, à travers les clés essentielles du passé, de l'actualité et de son avenir.
(Editions Milan ; 1996 ; 300, rue Léon-Joulin, 31101 Toulouse Cedex 100)

PRÉSENCE DE L'AFRIQUE DANS LA PRESSE FRANÇAISE

Lancée par la CADE le 16 janvier, la collecte d'informations sur l'Afrique parues dans la presse française au cours du premier semestre 1996 se poursuit. Le recensement des articles parus dans les quotidiens nationaux, travail mené par notre collaboratrice Vanessa Rousselle, est presque bouclé. Reste celui des publications de province. La CADE lance un appel à toutes les bonnes volontés qui pourraient l'aider à finaliser l'enquête. D'ores et déjà, une réunion est prévue le 18 mars (à ENDA ; 17h) sur les modalités d'exploitation du matériau rassemblé.

Abonnement de soutien à La Lettre de la CADE :

Nom Prénom

Adresse

.....

Code postal Ville

Je désire recevoir pendant un an (9 numéros) *La Lettre de la CADE* et ainsi soutenir l'activité du réseau. Chèque de **150 francs** à verser à l'ordre d'ENDA Tiers-Monde.

La Lettre de la CADE

5, rue des Immeubles industriels,
75011 Paris, France.
Tel. : 01 44 93 87 46
Fax : 01 44 93 87 50
E-mail : enda.cade@globenet.org
Directeur de publication :
Michel Levallois
Comité de rédaction :
Gilbert Lam Kaboré ;
Michel Levallois
Impression : L'Internationale
Reprographie, 21 ter, rue Voltaire
75011 Paris